

CONSTRUIRE UNE INDUSTRIE VERTE MADE IN EUROPE

Neil Makaroff

07/05/2025

Mario Draghi a sonné l'alerte : si l'Union européenne n'est pas en mesure de faire face à la puissance industrielle et d'innovation des deux géants que sont les États-Unis et la Chine, elle risque une « longue agonie ». Dans un nouveau rapport de Strategic Perspectives *Marchés pilotes : soutenir l'industrie verte made in Europe*¹, Neil Makaroff revient sur cette urgence pour l'Union d'adopter une politique qui protège son industrie stratégique et de combiner des critères de durabilité et une préférence européenne dans une forme intelligente de *Buy European Act*. C'est aussi une nécessité pour la France : elle pourrait voir ses efforts de réindustrialisation verte ruinés sans une stratégie industrielle *made in Europe*.

L'industrie européenne (UE) fait face à de multiples défis : les prix de l'énergie sont deux à trois fois plus élevés en Europe qu'outre-Atlantique, la demande pour les technologies vertes est en berne et la concurrence féroce avec les producteurs chinois, largement subventionnés par Pékin, accroît la pression économique. La guerre commerciale lancée par l'administration Trump s'ajoute à cette liste comme de l'huile sur le feu. Les débouchés vers les États-Unis se ferment et les surcapacités chinoises se réorientent vers le marché européen pour écouler leurs stocks. Le résultat est simple : **l'UE risque de voir disparaître ou se délocaliser des industries critiques pour sa souveraineté industrielle et sa transition énergétique.** Protéger et soutenir la décarbonation de l'industrie stratégique européenne, que ce soit l'éolien, la production de voitures électriques ou encore l'industrie lourde, comme l'acier, est donc devenu aussi vital pour notre souveraineté que d'augmenter nos dépenses dans la défense. Rien qu'en France, les industries de la transition ont créé 85 000 emplois et pourraient atteindre près de 177 000 à l'horizon 2035². Sans actions rapides soutenant l'industrie, ils pourraient – en revanche – ne jamais voir le jour.

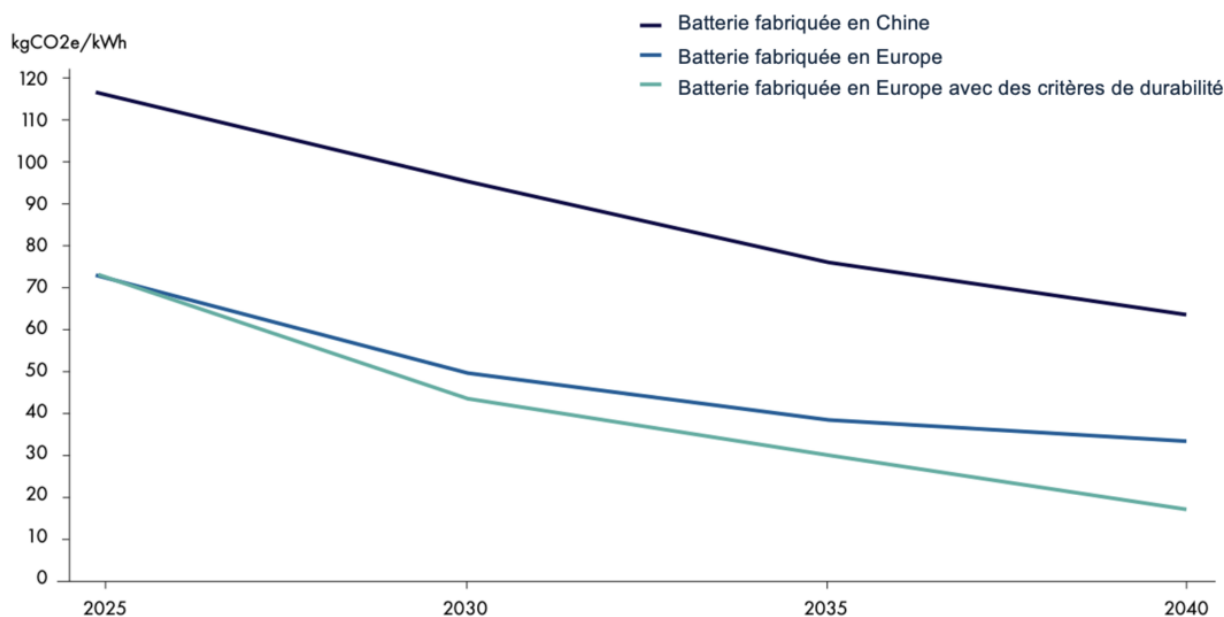
Le Pacte pour une industrie propre³ vise à apporter une réponse à ces défis et ouvre la porte à la mise en œuvre de « marchés pilotes », c'est-à-dire de standards environnementaux qui permettent de structurer l'émergence de nouvelles technologies, et de la préférence européenne. Leur opérationnalisation dans l'acte législatif visant à accélérer la décarbonation de l'industrie, réforme annoncée par la Commission européenne pour l'automne 2025, devient un impératif si l'UE souhaite

conserver des emplois industriels sur son territoire.

Mettre en place des protections vertes pour l'industrie européenne

Les industriels européens produisent des matériaux et des technologies en moyenne moins émetteurs que leurs concurrents internationaux, ce qui peut devenir un avantage concurrentiel si les règles de marché changent. Par exemple, les batteries fabriquées en Chine sont 32% moins chères que celles produites dans l'UE⁴, mais elles émettent en moyenne 37% de CO₂ en plus⁵.

Moyenne d'empreinte carbone d'une batterie fabriquée en Chine et en Europe



Source : Strategic Perspectives, « *Lead Markets: Driving Net-Zero Industries Made in Europe* », selon la modélisation de Carbone 4, 2025.

Fixer un standard de durabilité pour les batteries au sein du marché unique est un moyen de récompenser ceux qui innovent, utilisent moins de matériaux critiques, et sont les plus performants, comme Verkor ou encore Automotive Cells Company (ACC). Ils pourront alors concurrencer les producteurs chinois sur d'autres critères que l'unique critère-prix. C'est ce qu'on appelle des « marchés pilotes ». **En fixant des normes environnementales, l'UE fait émerger une filière industrielle.** La France a d'ores et déjà créé un précédent dans ce sens en instaurant un écoscore pour l'aide à l'achat d'une voiture électrique. Tous les véhicules au-dessus d'un certain seuil d'intensité carbone sont inéligibles au bonus écologique. Cela a permis d'exclure de l'aide à l'achat

un quart des voitures électriques proposées à la vente, principalement importées de Chine⁶. **Les normes écologiques sont ainsi vectrices de protection pour les filières industrielles.**

Bien calibrés, ces marchés pilotes peuvent avoir des effets bénéfiques sur toute la chaîne de valeur, car ils constituent **un choc de demande pour les industries lourdes les plus vertueuses**. La mise en place de standards carbone sur les véhicules électriques, le secteur du bâtiment ou encore les éoliennes, par exemple, incite à produire à partir de matériaux plus propres. Cela crée un débouché pour certains secteurs, comme l'acier vert. Certains sidérurgistes comme Salzgitter⁷ en Allemagne appellent de leurs vœux l'émergence de ces marchés pilotes pour sécuriser leurs investissements dans la décarbonation de l'acier. D'autres, comme ArcelorMittal, semblent plus réticents à s'engager dans cette voie. Malgré les aides à la décarbonation du gouvernement français et les promesses de structurer un marché de l'acier vert, l'entreprise prévoit de licencier 600 personnes⁸. Une stratégie qui pourrait se révéler être une erreur majeure alors que la généralisation des standards d'empreinte carbone pourrait être utilisée comme un levier pour favoriser l'industrie européenne. Si le secteur de l'acier en Europe n'est pas incité à se décarboner, il disparaîtra, en particulier alors que la Chine développe des surcapacités importantes. Cela crée un risque pour la sécurité économique des Européens, l'acier étant un composant essentiel à des industries stratégiques comme la défense, l'automobile ou l'énergie. Selon la modélisation de Strategic Perspectives, **grâce à des règles vertes, 86% du marché européen de l'acier pourraient être ainsi protégés**, réduisant dans le même temps la concurrence venant de Chine, du Vietnam ou encore de la Turquie notamment.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une clause *made in Europe*, un impératif pour soutenir l'investissement

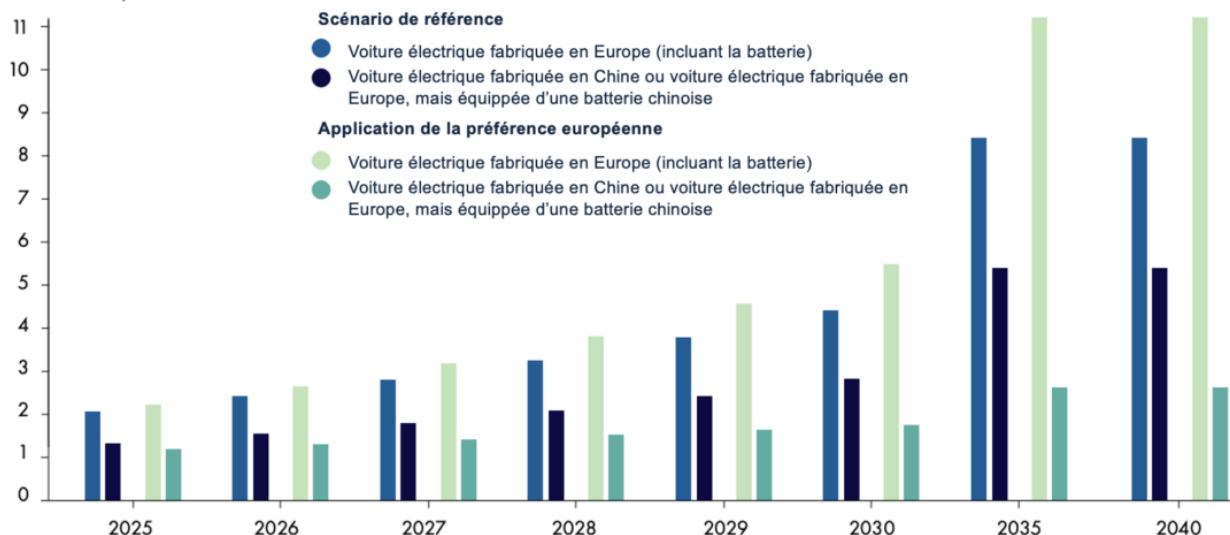
Néanmoins, si des critères environnementaux auraient pu, il y a quelques années, suffire pour protéger l'industrie européenne, ils risquent de devenir rapidement obsolètes compte tenu de l'avancement technologique de la Chine. Seuls, les critères de durabilité pourraient créer un effet d'aubaine et inciter les producteurs de pays tiers à orienter leurs produits les plus durables vers le

marché européen tout en conservant les produits à plus forte intensité carbone pour leur marché national ou à l'export vers d'autres géographies. Quelques régions chinoises, comme le Qinghai, le Sichuan et le Yunnan⁹, ont les capacités de produire des batteries au niveau d'exigence carbone des Européens, ce qui leur permettrait de continuer d'inonder le marché européen.

Pour sécuriser l'industrie européenne, **il devient impératif de mettre en place une clause *made in Europe* qui reviendrait à appliquer une préférence européenne à chaque euro d'argent public dépensé.** Un principe simple qui pourrait s'appliquer chaque fois qu'un État, une région ou une commune effectue une commande publique, initie un bonus pour l'achat de voitures électriques, lance des appels d'offres pour les énergies renouvelables ou même crée un avantage fiscal pour certaines filières. En s'accordant sur un pourcentage minimum de la valeur ajoutée produite en Europe dans certains secteurs dits « stratégiques » sur le modèle de l'*Inflation Reduction Act* américain¹⁰, la puissance publique pourrait soutenir une industrie *made in Europe*. D'après la modélisation de Strategic Perspectives, l'obligation d'avoir *a minima* la moitié de la valeur d'une voiture électrique fabriquée en Europe permettrait de garantir que 81% des véhicules électriques vendus en 2030 soient produits en Europe.

Production de véhicules électriques en Europe et importations depuis la Chine

Voitures électriques en millions



Source : Strategic Perspectives, « *Lead Markets: Driving Net-Zero Industries Made in Europe* », selon la modélisation de Carbone 4, 2025.

Un coup de pouce majeur pour la filière automobile, de la batterie ou encore de l'acier européen.
449 000 nouveaux emplois seraient créés dans l'automobile d'ici à 2035 grâce à ces nouvelles

règles. Cela pourrait même attirer des investissements de constructeurs chinois, coréens ou japonais en Europe. La même dynamique pourrait opérer dans le secteur de l'éolien. **80% du marché reviendraient aux champions industriels européens à l'horizon 2035, créant près de 50 000 emplois.** La France pourrait tirer partie de cette stratégie pour consolider le secteur de l'industrie de transition qui émerge, notamment dans les Hauts-de-France et le Grand Est.

La **combinaison entre critères de durabilité et préférence européenne** devient un impératif pour permettre à l'industrie européenne de sécuriser sa place dans la course mondiale à la transition écologique. Si les critères de durabilité favorisent l'innovation et les technologies les plus vertueuses, la préférence européenne protège les investissements et les emplois sur le sol européen. L'acte pour l'accélération de la décarbonation de l'industrie prévu pour la fin de l'année 2025 pourrait être le bon véhicule pour lancer cette stratégie industrielle *made in Europe*. **Reste à construire un consensus autour de ce changement de paradigme. Paris et Berlin y ont intérêt pour sauver leurs industries... et la transition écologique.**

1. Neil Makaroff et Tristan Beucler, *Lead Markets: Driving Net-Zero Industries Made in Europe*, Strategic Perspectives, 2025.
2. Neil Makaroff, *Arrivée du RN à Matignon : le risque d'un grand plan social dans l'industrie verte*, Fondation Jean-Jaurès, 25 juin 2024.
3. « *Un pacte pour une industrie propre* », Commission européenne, 26 février 2025.
4. « *The global net-zero industrial race is on* », Strategic Perspectives, 14 octobre 2024.
5. « *An industrial blueprint for batteries in Europe* », Transport & Environnement, 12 mars 2024.
6. « *France's eco-bonus shows how we can promote cleaner made-in-Europe EVs* », Transport & Environnement, décembre 2023.
7. « *Green steel - Salzgitter's ambitious vision for the industry* », Deutsche Bank, 4 février 2025.
8. Blandine Costentin, « *ArcelorMittal détaille son plan de suppressions de postes en France* », *France Bleu*, 30 avril 2025.
9. Evangelos Kallistis et al., « *Think global act local: The dependency of global lithium-ion battery emissions on production location and material sources* », *Journal of Cleaner Production*, 2024.
10. « *Proposed Guidance to Continue US Manufacturing Boom in Batteries and Clean Vehicles, Strengthen Energy Security* », Département du Trésor des États-Unis, Washington, D.C, 2023.